

LISTE DES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES COMMENTES

REGLEMENTATION BANCAIRE

Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)

- 1- Article 24 de la loi n° 2017-55 du 20 janvier 2017 portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes (ASF 17.034 du 1^{er} février 2017)

Blanchiment et lutte contre le terrorisme

- 2- Instruction ACPR n° 2017-11 du 26 juin 2017 relative aux informations sur le dispositif de prévention du blanchiment de capitaux et du financement des activités terroristes (Annexe 1 Guide méthodologique) (publiée au registre de l'ACPR du 4 juillet 2017) (ASF 17-155 du 24 juillet 2017)
- 3- Lettre du 16 août 2017 du Secrétaire général de l'ACPR à la Directrice générale de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (ASF 17.194 du 7 septembre 2017)

Coffre-fort inactif

- 4- Arrêté du 4 juillet 2017 pris pour l'application de l'article L. 312-20 du code monétaire et financier (ASF 17.174 du 7 août 2017)

Contrôle interne

- 5- Lettre du 19 janvier 2017 du Secrétaire général de l'ACPR à la Directrice générale de l'AFECEI (ASF 17.025 du 26 janvier 2017)
- 6- Lettre du 12 juin 2017 du Secrétaire général de ACPR et canevas de rapports de contrôle interne adressés à la Directrice générale de l'AFECEI (ASF 17.144 du 11 juillet 2017)

Dirigeants

- 7- Instruction ACPR n° 2017-I-14 du 10 juillet 2017 relative au formulaire de nomination ou de renouvellement d'un dirigeant effectif et au formulaire de nomination ou de renouvellement du mandat d'un membre d'un organe social abrogeant l'instruction n° 2017-I-01 et ses annexes (Publiées au registre officiel de l'ACPR du 19 juillet 2017) (ASF 17.167 du 3 août 2017)

Fonds de résolution national

- 8- Décision ACPR n° 2017-CR-06 du 12 avril 2017 relative à la définition de la méthode de calcul des contributions au Fonds de résolution national des établissements n'entrant pas dans le champ d'application du règlement délégué (UE) 2015/63 de la Commission du 21 octobre 2014 (ASF 17.095 du 9 mai 2017)
- 9- Décision ACPR n° 2017-CR-07 du 12 avril 2017 relative à la fixation de la cible des contributions au Fonds de résolution national pour 2017 (ASF17.096 9 mai 2017)

Garantie des dépôts

- 10- Instruction ACPR n°2016-I-28 du 20 décembre 2016 relative à la date de remise des informations nécessaires aux calculs de contributions aux mécanismes de garantie des dépôts, des titres et des cautions (ASF 17.003 du 10 janvier 2017)
- 11- Arrêté du 13 avril 2017 modifiant l'arrêté du 27 octobre 2015 relatif aux ressources financières du fonds de garantie des dépôts et de résolution (ASF 17.097 du 13 avril 2017)

Ratios prudentiels – CRD IV – Modalités de calcul

- 12- Notices 2016 et 2017 de l'ACPR : modalités de calcul des ratios prudentiels dans le cadre de la CRD IV (Version du 20/01/2017 et version du 26/01/2018) (ASF 17.036 du 2 février 2017 et ASF 18.027 du 5 février 2018)

Résolution

- 13- Arrêté du 4 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 11 septembre 2015 relatif aux critères d'évaluation de la résolvabilité (ASF 17.035 du 2 février 2017)

FISCALITE

Amortissement

- 14- BOFIP 01/03/2017 : Suppression du régime d'amortissement sur douze mois des dépenses d'acquisition de logiciels (ASF 17.053 du 7 mars 2017)

Contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés

- 15- Article 1^{er} de la loi n° 2017-1640 du 1er décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 (ASF 17.230 du 4 décembre 2017)
- 16- BOFIP du 08/12/2017 : Création d'une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés et d'une contribution additionnelle à la contribution exceptionnelle (ASF 17.235 du 14 décembre 2017) (ASF 18.004 du 18 janvier 2018)

Contribution sociale généralisée (CSG)

- 17- Article 67 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 – Augmentation de 1,7 point le taux de la CSG applicable à toutes les catégories de revenus à compter de l'imposition des revenus de 2018 (revenus d'activité, revenus de remplacement et revenus du capital) - Article 8 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 (ASF 18.015 du 24 janvier 2018)

Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S)

- 18- Article 10 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 : fusion de la C3S et de sa contribution additionnelle (ASF 18.022 du 30 janvier 2018)

Contrôle fiscal

- 19- BOFIP du 04/10/2017 : Copie et emport de fichiers lors d'un contrôle inopiné (ASF 17.211 du 12 octobre 2017)
- 20- BOFIP du 04/10/2017 : Création de la procédure d'examen de comptabilité (ASF 17.212 du 12 octobre 2017)

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

- 21- Article 86 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 : réduction du taux du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) de 7 % à 6 % pour les rémunérations versées à compter du 1^{er} janvier 2018 (ASF 18.019 du 24 janvier 2018)

Déclaration pays par pays

- 22- Arrêté du 6 juillet 2017 pris en application du II de l'article 223 quinquies C du code général des impôts (ASF 17.150 du 17 juillet 2017)

Echanges automatiques d'informations

- 23- Article 56 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 : comptes financiers (ASF 18.020 du 30 janvier 2018)

Facturation électronique

- 24- Instruction de la Direction générale des finances publiques du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique (BOFIP-GCP-17-0006 du 07/03/2017) (ASF 17.072 du 23 mars 2017)
- 25- Arrêté du 22 mars 2017 fixant les modalités de numérisation des factures papier en application de l'article L. 102 B du livre des procédures fiscales (ASF 17.091 du 9 mai 2017)

Impôt sur la fortune immobilière

- 26- Article 31 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 (ASF 18.007 du 18 janvier 2018)

Impôt sur les sociétés

- 27- Article 84 de de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 : diminution du taux jusqu'en 2022 (ASF 18.014 du 23 janvier 2018)

Intérêt de retard – Intérêt moratoire

- 28-** Article 55 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 (ASF 18-021 du 30 janvier 2018)

Locaux d'habitation – Locaux à usage industriel

- 29-** BOFIP du 01/03/2017 : Base d'imposition - Régime des plus-values de cession de locaux destinés à être transformés en locaux d'habitation - Cas des locaux à usage industriel et extension à quatre ans du délai imparti pour transformer les locaux (loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, art. 18) (ASF 17.051 du 7 mars 2017)

Outre-mer

- 30-** BOFIP du 05/07/2017 : Aménagements apportés aux dispositifs d'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer – Crédit-bail (ASF 17.147 du 6 juillet 2017)

Plan d'épargne en actions (PEA) – PEA-PME

- 31-** BOFIP du 25/09/2017 : Plan d'épargne en actions (PEA) et plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire (PEA - PME) (loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016, art. 94 et décret n° 2016-1664 du 5 décembre 2016 (ASF 17.204 du 6 octobre 2017)

Prélèvement forfaitaire unique (PFU) – FLAT TAX

- 32-** Article 28 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 (ASF 18.013 du 23 janvier 2018)

Prix de transfert

- 33-** BOFIP du 01/03/2017 : Obligations déclaratives en matière de prix de transfert (loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, art. 138) (ASF 17.050 du 7 mars 2017)

Retenue à la source

- 34-** Décret n° 2017-866 du 9 mai 2017 relatif aux modalités d'application de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu prévue au 1° du 2 de l'article 204 A du CGI (ASF 17.111 du 16 janvier 2017)
- 35-** BOFIP du 06/12/2017 : Actualisation des taux et limites de la retenue à la source sur les salaires et pensions pour 2018 (CGI, art. 182 A) (ASF 18.009 du 18 janvier 2018)
- 36-** BOFIP du 01/03/2017 : Exonération de retenue à la source des distributions versées à des OPCVM européens -Aménagement des modalités d'application de l'exonération (ASF 17.056 du 7 mars 2017)

Sociétés mères et filiales

- 37-** Décret n° 2017-727 du 3 mai 2017 abrogeant les dispositions réglementaires relatives au régime des sociétés mères prévu aux articles 145 et 216 du code général des impôts (ASF 17.102 du 10 mai 2017)
- 38-** BOFIP du 03/05/2017 : Titres de participation - Aménagement du champ d'application du régime des plus ou moins-values à long terme (loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016, art. 91) – Jurisprudences (ASF 17.104 du 10 mai 2017)

Sur-amortissement

- 39-** Article 99 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 (acomptes) et article 13 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 (ASF 17.007 du 11 janvier 2017)
- 40-** BOFIP du 01/02/2017 : Modification des conditions d'application de la déduction exceptionnelle en faveur de l'investissement (loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, article 13 et loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016, article. 99) (ASF 17.042 du 8 février 2017)
- 41-** BOFIP du 04/10/2017 : Matériels éligibles au dispositif de sur-amortissement (CGI, art. 39 decies) - Rescrit (ASF 17.213 du 4 octobre 2017)
- 42-** Article 21 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 : poids lourds prorogation du dispositif jusqu'au 31 décembre 2019 (ASF 18.003 du 18 janvier 2018) – BOFIP du 7 février 2018 (ASF 18.033 du 13 février 2018)

Taxes diverses

- 43-** Taxe sur les acquisitions de titres de capital ou assimilés - Augmentation du taux (BOFIP du 3/05/2017) (ASF 17.101 du 10 mai 2017)
- 44-** Taxe sur les transactions financières – Mise à jour de la liste des sociétés françaises dont la capitalisation boursière dépasse un milliard d'euros au 1^{er} décembre 2017 (BOFIP du 21/12/2017) (ASF 18.006 du 18 janvier 2018)
- 45-** Taxe sur les transactions financières : Abrogation de la taxe sur les opérations « intra day » - Article 39 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 (ASF 18.017 du 24 janvier 2018)
- 46-** Taxe sur les certificats d'immatriculation - Malus applicable aux voitures particulières les plus polluantes - Nouveau barème (BOFIP du 28/04/2017) (ASF 17.093 du 4 mai 2017)
- 47-** Taxe sur les véhicules de sociétés - Aménagement des articles 1010 et 1010 B du CGI et création d'une taxe exceptionnelle applicable au dernier trimestre 2017 (loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017, art. 19) (loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016, art. 53) (BOFIP du 04/10/2017) (ASF 17.210 du 12 octobre 2017)

Transmission universelle de patrimoine (TUP)

- 48- BOFIP du 3 janvier 2018 : TVA - Modalités d'application aux transmissions réalisées dans le cadre d'un contrat de crédit-bail des dispositions de l'article 257 bis du CGI - Jurisprudence (CE, arrêts du 23 novembre 2015, n° 375054 et n° 375055) - Rescrit (N° 2018/01 et 2018/02 du 03 janvier 2018) (ASF 18.005 du 18 janvier 2018)

Transition énergétique

- 49- BOFIP du 7/08/2017 : Crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) (ASF 17.175 du 11 août 2017)

TVA

- 50- BOFIP du 01/03/2017 : Exonérations - Assurances - Prestations complexes - Vente ou location assortie d'une couverture d'assurance - Jurisprudence (CAA, arrêt du 13 décembre 2016, n° 15LY01413) (ASF 17.054 du 7 mars 2017)

- 51- BOFIP du 09/05/2017 : Autorisation d'autoliquider la TVA afférente à certaines opérations d'importation sur les déclarations de chiffre d'affaires (loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016, art. 87) (ASF 17.105 du 10 mai 2017)

TEXTES JURIDIQUES D'INTERET COMMUN

Action de groupe

- 52- Décret n° 2017-888 du 6 mai 2017 relatif à l'action de groupe et à l'action en reconnaissance de droits prévues aux titres V et VI de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle (ASF 17.116 du 19 mai 2017)

Banque de la démocratie

- 53- Loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017 pour la confiance dans la vie politique (ASF 17.201 du 3 octobre 2017)

- le rôle du mandataire financier du parti ou du groupement politique et l'encadrement des prêts ;
- la création d'un médiateur du crédit et d'une « Banque de la démocratie » qui lui sont consentis.

Blanchiment – Lutte contre le terrorisme – Relations financières avec certaines personnes ou entités

Ces textes sont disponibles sur notre site internet www.asf-france.com (partie privée) dans la rubrique « Blanchiment »

54- Ordonnance n° 2016-1575 du 24 novembre 2016 portant réforme du dispositif de gel des avoirs (ASF 17.177 du 3 avril 2017)

55- Décret n° 2017-1094 du 12 juin 2017 relatif au registre des bénéficiaires effectifs définis à l'article L. 561-2-2 du code monétaire et financier (ASF 17.153 du 19 juillet 2017)

Commission nationale informatique et libertés (CNIL)

56- Délibération n° 2017-012 du 19 janvier 2017 portant adoption d'une recommandation relative aux mots de passe (ASF 17.063 du 14 mars 2017)

57- Délibération n° 2017-190 du 22 juin 2017 portant modification de la recommandation relative aux mots de passe (ASF 17.166 du 3 août 2017)

58- Délibération n° 2017-191 du 22 juin 2017 portant modification de la délibération n° 2005-305 du 8 décembre 2005 portant autorisation unique de traitements automatisés de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de dispositifs d'alerte professionnelle (AU-004) (ASF 17. 169 du 4 août 2017)

59- Délibération n° 2017-217 du 13 juillet 2017 portant autorisation unique de traitements de données à caractère personnel aux fins de la lutte contre la fraude externe dans le secteur bancaire et financier (AU-054) (ASF 17.178 du 24 août 2017)

Contrats de prêts structurés à risque

60- Arrêté du 2 juin 2017 modifiant l'arrêté du 22 juillet 2015 pris en application du décret n° 2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque (ASF 17.132 du 14 juin 2017)

61- Arrêté du 14 août 2017 fixant la liste des organismes divers d'administration centrale ayant interdiction de contracter auprès d'un établissement de crédit un emprunt dont le terme est supérieur à douze mois ou d'émettre un titre de créance dont le terme excède cette durée (ASF 17.181 du 25 août 2017)

Contributions sociales

62- Décret n° 2017-858 du 9 mai 2017 relatif aux modalités de décompte et de déclaration des effectifs, au recouvrement et au calcul des cotisations et des contributions sociales (ASF 17.110 du 16 mai 2017)

Délais de paiement

63- Décret n° 2017-350 du 20 mars 2017 pris pour l'application de l'article L. 441-6-1 du code de commerce -Arrêté du 20 mars 2017 pris en application de l'article D. 441-4 du code de commerce (ASF 17.071 du 21 mars 2017)

Dématérialisation

- 64-** Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2017-1433 du 4 octobre 2017 relative à la dématérialisation des relations contractuelles dans le secteur financier - Ordonnance n° 2017-1433 du 4 octobre 2017 relative à la dématérialisation des relations contractuelles dans le secteur financier (ASF 17.224 du 21 novembre 2017)

Droit de communication

- 65-** Décret n° 2017-859 du 9 mai 2017 relatif aux conditions d'exercice du droit de communication mentionné au cinquième alinéa de l'article L. 114-19 du code de la sécurité sociale (ASF 17.109 du 16 mai 2017)

Emissions obligataires

- 66-** Ordonnance n° 2017-970 du 10 mai 2017 tendant à favoriser le développement des émissions obligataires- Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2017-970 du 10 mai 2017 tendant à favoriser le développement des émissions obligataires (ASF 17.119 du 29 mai 2017)
- 67-** Décret n° 2017-1165 du 12 juillet 2017 tendant à favoriser le développement des émissions obligataires (ASF 17.151 du 17 juillet 2017)

Garantie financière

- 68-** Arrêté du 9 octobre 2017 modifiant l'arrêté du 18 août 2015 relatif à l'attestation de garanties financières requises par l'article L. 512-21 du code de l'environnement (ASF 17.217 du 23 octobre 2017)

Observatoire de la sécurité des moyens de paiement

- 69-** Décret n° 2017-497 du 6 avril 2017 relatif à l'Observatoire de la Sécurité des moyens de paiement - Arrêté du 16 juin 2017 portant nomination à l'Observatoire de la sécurité des moyens de paiement (ASF 17.152 du 18 juillet 2017)

Publication d'informations non financières

- 70-** Ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017 relative à la publication d'informations non financières par certaines grandes entreprises et certains groupes d'entreprises (ASF 17.159 du 24 juillet 2017)
- 71-** Décret n° 2017-1265 du 9 août 2017 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017 relative à la publication d'informations non financières par certaines grandes entreprises et certains groupes d'entreprises (ASF 17.183 du 28 août 2017)

Registre public d'accessibilité

- 72- Arrêté du 19 avril 2017 fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité - Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement (ASF 17.098 du 9 mai 2017)

Rémunération

- 73- Décret n° 2017-340 du 16 mars 2017 relatif à la rémunération des dirigeants et des membres des conseils de surveillance des sociétés anonymes cotées (ASF 17.070 du 21 mars 2017)

Représentants d'intérêts

- 74- Décret n° 2017-867 du 9 mai 2017 relatif au répertoire numérique des représentants d'intérêts - Délibération n°2017-113 du 13 avril 2017 de la CNIL portant avis sur un projet de décret relatif à la mise en œuvre d'un traitement de données à caractère personnel relatif au répertoire numérique des représentants d'intérêts - Délibération n°2017-35 du 5 avril 2017 de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique portant avis sur le projet de décret relatif au répertoire numérique des représentants d'intérêts (ASF 17.123 du 2 juin 2017)

- 75- Arrêté du 4 juillet 2017 fixant la liste de fourchettes prévue au 6° de l'article 3 du décret n°2017-867 du 9 mai 2017 relatif au répertoire numérique des représentants d'intérêts (ASF 17.185 du 29 août 2017)

- 76- Répertoire des représentants d'intérêts : lignes directrices de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (ASF 17.186 du 29 août 2017)

Service de paiement

- 77- Ordonnance n°2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur (ASF.18.059 du 13 avril 2018)

Signature électronique et transactions électroniques

- 78- Décret n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique (ASF du 9 octobre 2017)

- 79- Ordonnance n° 2017-1426 du 4 octobre 2017 relative à l'identification électronique et aux services de confiance pour les transactions électroniques - Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2017-1426 du 4 octobre 2017 (ASF 17.214 du 12 octobre 2017)

Simplification

- 80- Décret n° 2017-630 du 25 avril 2017 relatif à la simplification du droit des sociétés et au statut de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (ASF 17.094 du 9 mai 2017)
- 81- Décret n° 2017-932 du 10 mai 2017 portant diverses mesures de simplification pour les entreprises (ASF 17.113 16 mai 2017)
- 82- Ordonnance n° 2017-1162 du 12 juillet 2017 portant diverses mesures de simplification et de clarification des obligations d'information à la charge des sociétés - Rapport au président de la République relatif à l'ordonnance n° 2017-1162 du 12 juillet 2017 (ASF 17.157 du 24 juillet 2017)
- 83- Lettre du premier ministre du 28 juillet 2017 - Circulaire du 26 juillet 2017 relative à la maîtrise des textes réglementaires et de leur impact (ASF17.177 du 21 août 2017)

Usure

- 84- Arrêté du 23 février 2017 portant extension en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna des dispositions de l'arrêté du 24 août 2006 fixant les catégories de prêts servant de base à l'application de l'article L. 313-3 du code de la consommation et de l'article L. 313-5-1 du code monétaire et financier, relatifs à l'usure (ASF 17.057 du 8 mars 2017)

TEXTES PROPRES A CERTAINES ACTIVITES

PRESTATAIRES DE SERVICES D'INVESTISSEMENT (PSI)

Principaux textes législatifs et réglementaires de l'année 2017

- 85- Ordonnance n° 2017-1107 du 22 juin 2017 relative aux marchés d'instruments financiers et à la séparation du régime juridique des sociétés de gestion de portefeuille de celui des entreprises d'investissement - Rapport au président de la République relatif à l'ordonnance n° 2017-1107 du 22 juin 2017 (ASF 17.148 du 13 juillet 2017)
- 86- Décret n° 2017-1253 du 9 août 2017 relatif aux marchés d'instruments financiers et à la séparation du régime juridique des sociétés de gestion de portefeuille de celui des entreprises d'investissement (ASF 17.180 du 25 août 2017)
- 87- Décret n° 2017-1324 du 6 septembre 2017 relatif aux marchés d'instruments financiers et à la séparation du régime juridique des sociétés de gestion de portefeuille de celui des entreprises d'investissement - Arrêté du 6 septembre 2017 concernant la séparation du régime juridique des sociétés de gestion de portefeuille de celui des entreprises d'investissement (ASF 17.197 du 21 septembre 2017)
- 88- Arrêté du 12 avril 2017 relatif aux informations statistiques sur les plans d'épargne en actions collectées par la Banque de France auprès des teneurs de compte-conservateurs (ASF 17.108 du 16 mai 2017)

- 89- Décret n° 2017-733 du 4 mai 2017 relatif à l'approbation des règles relatives à un marché réglementé, un système multilatéral de négociation ou un système organisé de négociation (ASF 17.103 du 10 mai 2017)
- 90- Décret n° 2017-865 du 9 mai 2017 relatif au relèvement de sanctions prononcées par l'Autorité des marchés financiers (ASF 17.107 du 16 mai 2017)
- 91- Arrêté du 6 septembre 2017 relatif au cantonnement des fonds de la clientèle des entreprises d'investissement (ASF 17.202 du 3 octobre 2017)

Règlement général de l'Autorité des marchés financiers

- 92- Arrêté du 27 février 2017 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : fonds d'investissements alternatifs – Obligation de transparence – Placement collectif (FIA) (ASF 17.061 du 13 mars 2017)
- 93- Arrêté du 27 avril 2017 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : prestataires de services d'investissement - Conseillers en investissements financiers (ASF 17.112 du 16 mai 2017)
- 94- Arrêté du 3 juillet 2017 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : directive MIF I (ASF 17.160 du 25 juillet 2017)
- 95- Arrêté du 17 juillet 2017 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : fonds professionnels spécialisés – Fonds professionnels de capital investissement (ASF 17.179 du 25 août 2017)
- 96- Arrêté du 14 novembre 2017 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : déontologie – Rémunérations – Prospectus - Participation (ASF 17.032 du 8 décembre 2017) (ASF 17.232 du 8 décembre 2017)
- 97- Arrêté du 20 décembre 2017 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : MFIF 2 – MIFIR (ASF 18.025 du 1^{er} février 2018)

Instruction et position de l'Autorité des marchés financiers (AMF)

- 98- Instruction AMF 2017-05 : Modalités de mise en place des mécanismes de plafonnement des rachats ou « *gates* » (mise en ligne sur le site de l'AMF le 15 mars 2017) (ASF 17.083 du 13 avril 2017)
- 99- Position AMF Questions-réponses – Interdiction des communications à caractère promotionnel relatives à la fourniture de services d'investissement portant sur certains contrats financiers (mise à jour du 15 novembre 2017) (ASF 17.236 du 15 décembre 2017)

FINANCEMENT LOCATIF DE L'EQUIPEMENT DES ENTREPRISES (FLEE) – CREDIT-BAIL IMMOBILIER (CBI) - FINANCEMENT DE L'EQUIPEMENT DES PARTICULIERS (FEP) - FINANCEMENT ET REFINANCEMENT IMMOBILIER (FRI)

LES PRINCIPALES LOIS ET ORDONNANCES

- 100-** Loi n° 2017-203 du 21 février 2017 ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services (ASF 17.049 du 2 mars 2017)
- 101-** Ordonnance n° 2017-269 du 2 mars 2017 portant dispositions relatives à l'outre-mer du code de la consommation - Rapport au président de la République (ASF 17.055 du 7 mars 2017)
- 102-** Ordonnance n° 2017-1090 du 1^{er} juin 2017 relative aux offres de prêt immobilier conditionnées à la domiciliation des salaires ou revenus assimilés de l'emprunteur sur un compte de paiement - Rapport au président de la République (ASF 17.125 du 8 juin 2017)

LES DIVERS TEXTES REGLEMENTAIRES

Assurance emprunteur

- 103-** Décret n° 2017-147 du 7 février 2017 relatif aux sanctions applicables aux organismes assureurs pour non-respect des dispositions de l'article L. 1141-5 du code de la santé publique (ASF 17.158 du 24 juillet 2017)
- 104-** Décret n° 2017-173 du 13 février 2017 précisant les modalités d'information des candidats à l'assurance-emprunteur lorsqu'ils présentent du fait de leur état de santé ou de leur handicap un risque aggravé (ASF 17.044 du 17 février 2017)
- 105-** Arrêté du 10 mai 2017 fixant le document relatif à l'information des candidats à l'assurance-emprunteur lorsqu'ils présentent du fait de leur état de santé ou de leur handicap un risque aggravé (ASF 17.115 du 17 mai 2017)

Crédit immobilier : domiciliation

- 106-** Décret n° 2017-1099 du 14 juin 2017 fixant la durée pendant laquelle le prêteur peut imposer à l'emprunteur la domiciliation de ses salaires ou revenus assimilés sur un compte de paiement (ASF 17.156 du 24 juillet 2017)

Droit d'enregistrement

- 107-** Décret n° 2017-1305 du 24 août 2017 relatif aux services chargés de l'enregistrement (ASF 17.184 du 30 août 2017)

Immatriculation de véhicules

- 108-** Décret n° 2017-1278 du 9 août 2017 portant diverses mesures de dématérialisation et de modernisation des procédures relatives à l'immatriculation des véhicules - **Arrêté du 9 août 2017** modifiant l'arrêté du 23 mai 2017 portant création d'un système de téléservices destiné à l'accomplissement de démarches administratives relatives aux certificats d'immatriculation des véhicules - **Arrêté du 9 août 2017** modifiant l'arrêté du 10 février 2009 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « système d'immatriculation des véhicules » ayant pour objet la gestion des pièces administratives du droit de circuler des véhicules - **Arrêté du 14 août 2017** portant information du public sur la dématérialisation des procédures de déclaration de cession du véhicule, de demande de changement d'adresse du titulaire du certificat d'immatriculation d'un véhicule ou de demande de changement de titulaire du certificat d'immatriculation d'un véhicule et modifiant l'arrêté du 9 février 2009 relatif aux modalités d'immatriculation des véhicules (ASF 17.182 du 25 août 2017)
- 109-** Arrêté du 28 août 2017 portant création d'un traitement automatisé de lutte contre la fraude au certificat d'immatriculation des véhicules - Délibération n° 2017-198 du 6 juillet 2017 portant avis sur un projet d'arrêté portant création d'un traitement automatisé de lutte contre la fraude au certificat d'immatriculation (demande d'avis n° 2043704) (ASF17.191 du 7 septembre 2017)

Intermédiaires d'assurance

- 110-** Arrêté du 14 juin 2017 modifiant l'arrêté du 29 avril 2015 précisant le format et le contenu de la fiche standardisée d'information relative à l'assurance ayant pour objet le remboursement d'un prêt (ASF 17.149 du 13 juillet 2017)

Locaux à usage de bureaux

- 111-** Décret n° 2017-1421 du 2 octobre 2017 relatif à la taxe sur la construction, la reconstruction ou l'agrandissement de locaux à usage de bureaux, de locaux commerciaux et de locaux de stockage en région d'Ile-de-France (ASF 17.206 du 9 octobre 2017)

Prêt à taux zéro

- 112-** Décret n° 2017-592 du 20 avril 2017 relatif aux prêts ne portant pas intérêt consentis pour financer la primo-accession à la propriété (ASF 17.099 du 9 mai 2017)
- 113-** Article 83 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 : prorogation jusqu'au 31 décembre 2021 (ASF 18.016 du 24 janvier 2016)

Publicité foncière

- 114-** Arrêté du 2 juin 2017 définissant le champ d'application de l'obligation faite aux notaires d'effectuer par voie électronique leurs dépôts de documents auprès des services chargés de la publicité foncière (ASF 17.131 du 14 juin 2017)

Surendettement

- 115-** Décret n° 2017-302 du 8 mars 2017 fixant le délai pendant lequel le créancier peut s'opposer à la proposition de plan conventionnel de redressement (ASF 17.062 du 13 mars 2017)
- 116-** Décret n° 2017-896 du 9 mai 2017 relatif aux procédures de traitement des situations de surendettement des particuliers pris pour l'application de l'article 58 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e (ASF 17.144 du 18 mai 2017)

Taxe d'aménagement

- 117-** Décret n° 2017-1422 du 2 octobre 2017 relatif à la mise à jour du code de l'urbanisme concernant les obligations des bénéficiaires de la part départementale de la taxe d'aménagement (ASF 17.205 du 9 octobre 2017)

Transaction immobilière

- 118-** Arrêté du 10 janvier 2017 relatif à l'information des consommateurs par les professionnels intervenant dans une transaction immobilière (ASF 17.024 du 24 janvier 2017)

Zones à finalité régionale

- 119-** Décret n° 2017-648 du 26 avril 2017 modifiant le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 (ASF 17.092 du 9 mai 2017)

EUROPE

- 120-** Lignes directrices de l'European securities and markets authority (ESMA) relatives aux exigences sur la gouvernance des produits prévues par la directive MIF 2 – Rapport final (ASF 16.145 du 12 juillet 2017)
- 121-** Règlement délégué (UE) 2017/1018 de la Commission européenne du 29 juin 2016 complétant la directive 2017/65/UE du Parlement européen et du Conseil concernant les marchés d'instruments financiers par des normes techniques de réglementation précisant les informations que doivent notifier les entreprises d'investissement, les opérateurs de marché et les établissements de crédit (ASF 17.146 du 12 juillet 2017)
- 122-** Règlement délégué (UE) 2018/72 de la Commission du 4 octobre 2017 complétant le règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte par des normes techniques de réglementation fixant les exigences que doivent respecter les schémas de cartes de

paiement et les entités de traitement afin de garantir leur indépendance sur le plan comptable, organisationnel et décisionnel (ASF 18.012 du 19 janvier 2018)